

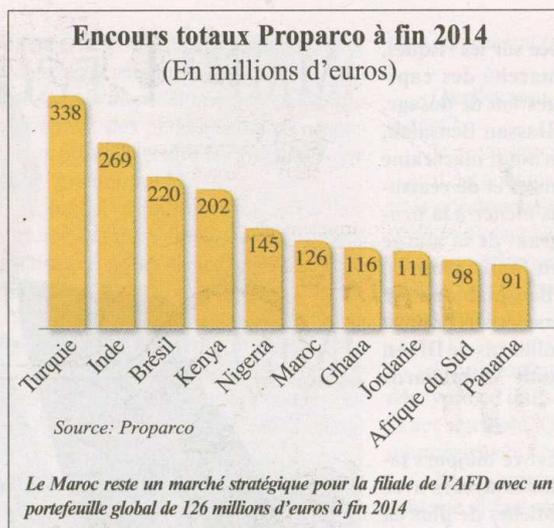
Proparco: Ce qui va changer au Maroc

• L'organisme prévoit une hausse de ses interventions en fonds propres et quasi-fonds propres

• 2015, un exercice difficile: 25 millions d'euros engagés

• L'organisme n'interviendra pas directement en monnaie locale

LA filiale du groupe Agence française de développement (AFD) dédiée au financement du secteur privé consolide son positionnement stratégique sur le marché nord-africain. Le Maroc, d'où l'institution financière pilote ses activités régionales, sera l'un de ces marchés où plusieurs évolutions opérationnelles se préparent. L'une d'elles est relative à l'augmentation des interventions en fonds propres et quasi fonds propres



activité. Il faut aussi tenir en compte le fait que le crédit bancaire est devenu un peu plus contraignant qu'il ne l'était ces dernières années», explique Olivier Luc, responsable du bureau Afrique du Nord de Proparco. Ce dernier s'exprimait en marge d'une rencontre d'information, tenue hier mardi 12 avril, dans les locaux de la Chambre française de commerce et d'industrie au Maroc (CFCIM). Outre ses activités classiques de bailleur à long terme et de refinancement de banques locales, les interventions de l'organisme en fonds propres et en quasi-fonds propres ont en effet tendance à prendre de l'importance. «On est déjà à plus de 50% de nos interventions opérées via des investissements en fonds propres ou quasi-fonds propres».

Si la visibilité est bonne à moyen terme, 2015 a toutefois été une année assez difficile pour la filiale de l'AFD. Elle devrait clôturer l'exercice avec quelque 25 millions d'euros en engagements pris, à travers deux projets dont l'un est déjà signé et l'autre devrait l'être incessamment. «Nous avons senti une certaine morosité sur cette année, avec très peu de projets à financer et des banques locales assez dotées en liquide. Ce qui limitait nos opportunités d'intervention», explique Manal Lamkas, chargée d'affaires au sein de Proparco Afrique du Nord. Dans le détail des interventions de

l'organisme, la première opération porte sur un accord de prêt de 10 millions d'euros, en appui à l'activité de microcrédit de «Albaraka», une institution marocaine opérant dans la micro-finance. Le contrat s'accompagne d'une petite enveloppe d'assistance technique destinée à accompagner l'institution dans la mise en conformité de ses procédures internes avec les meilleures pratiques. Quant au

second engagement, ritanie, Algérie). Quant à la possibilité d'intervenir en monnaie locale, l'institution financière est catégorique: «Nous ne cherchons pas à intervenir en monnaie locale sur nos opérations directes». La seule activité sur laquelle cette option est envisageable pour l'organisme, c'est celle de la garantie. «Lorsque nous sommes en situation d'offre de garantie, nous sommes naturellement subsidiaire aux banques locales. Nous sommes donc complémentaires et non en concurrence», précise le patron régional de Proparco.

Pour 2016, l'organisme compte continuer à opérer sur divers secteurs mais l'ambition est de prioriser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, qui totalisent déjà 30% de l'encours. COP22 oblige! □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Répartition des interventions Proparco par instrument

(En % du total de l'encours)



Source: Proparco

Si l'essentiel de l'activité porte sur les crédits à long terme, les prises de participation devraient prendre davantage d'importance dans les interventions de l'organisme financier

de l'organisme. L'organisme financier compte en effet relever ses interventions auprès du secteur privé sur ce segment, jusque-là principalement orienté vers les institutions financières locales. «Nos investissements en direct devraient être plus importants, pour des raisons liées surtout au fait que les entreprises marocaines vont avoir besoin de renforcer leurs fonds propres pour soutenir leur